

AKTUELL

RACISME

Guess who's back ?

Luc Caregari

Nouvelle année, même merde brune. Le site du néonazi Pierre Peters, qui fut tout de même interdit l'année dernière, vient de faire sa réapparition et en rajoute ainsi à la montée du racisme au Luxembourg.

On le croyait pourtant assagi ou du moins fatigué de se taper plainte sur plainte. Mais rien n'y fait. Le 13 décembre exactement, le néonazi luxembourgeois Pierre Peters a loué de l'espace de serveur à la firme Mochanin Corp, située à San José en Californie - pas loin d'ailleurs de Cupertino où se situe la centrale d'Apple. Il y fait héberger une nouvelle mouture de son site www.hemecht-an-natur.lu où il déverse les mêmes inanités que dans l'ancienne version, seulement augmenté de quelques textes qui défient le bon sens. Ainsi, probablement en réponse à la loi française anti-négationniste du génocide arménien - qui en fait est une loi censée empêcher la Turquie d'adhérer à l'UE, on l'aura compris - il affabule un génocide des Luxembourgeois qui aurait eu lieu en 1791 et qui aurait été perpétré par des révolutionnaires sanguinaires français éradiquant la population de la ville de Dudelange. Moins étranges sont cependant ses émanations sur la situation actuelle du Luxembourg, qui, bien sûr, se trouve être assailli par des hordes barbares d'étrangers qui détruisent sa nature, prennent le travail des honnêtes Luxembourgeois, les infectent au passage avec le virus du Sida et pour finir leur vendent des drogues qui leur font oublier qu'on leur vole leur pays. On y trouve également des textes accusant l'administration européenne de génocide contre les peuples européens et surtout contre les agriculteurs.

Le plus intéressant pourtant ne sont pas les lubies du Führer tétanogé - puisqu'il n'arrête pas de donner son adresse sur chaque page de son site - mais les réactions à cette résurrection plutôt inattendue. En effet, depuis que début 2011 la justice avait agi en menant des perquisitions à son domicile et que son site avait disparu, on pensait qu'il s'était remis à distribuer des flyers dans le pays sans pourtant grandement attirer l'attention de la population - quelques plaintes mises à part.

Bien sûr que dans les réseaux sociaux l'émoi fut grand, surtout sur les sites anti-racistes formés en réponse

à ceux entretenus par la nouvelle génération de militants d'extrême-droite qui se rassemblent sous la bannière de l'asbl « Lëtzebuerger Patrioten » (voir woxx 1139). Ces derniers semblent entretenir une certaine distance avec Peters - même si certains de ses membres sympathisent avec lui - probablement parce qu'ils ont peur de se retrouver dans le viseur de la justice eux-aussi un jour ou l'autre.

Mais justement : que fait la justice ? Contacté par le woxx, le porte-parole du parquet Henri Eippers rassure : « Nous sommes sur le coup et nous avons rassemblé des screenshots de tout le site, qui, par moments, ne fonctionne pas d'ailleurs. Le problème est que les Américains sont plus tenaces que les Allemands - car l'ancien site de Peters était hébergé chez nos voisins. Vu que nous n'avions aucun moyen de forcer l'hébergeur de fermer légalement le site, nous l'avons contacté et à la fin, il était d'accord pour ne plus héberger le site incriminé. Mais vu le nombre de plaintes qui émergent de partout dans le pays, une décision de la chambre du conseil d'ouvrir un procès au pénal contre Pierre Peters devrait tomber dans les prochains mois. Une décision contre laquelle il pourra néanmoins se pourvoir en appel s'il le décide. En tout cas, les accusations que le parquet serait resté inactif sont totalement fausses ».

En d'autres termes, les actions entreprises par la société civile contre le néonazi Peters commencent à porter leurs fruits et peut-être que l'année 2012 sera celle où l'on le verra obligé de se défendre à la barre. Reste à savoir si une telle démarche est vraiment la bonne. Car défendre à ces gens de s'exprimer risque de les rendre encore plus déterminés et d'attirer encore plus de jeunes et vieux désœuvrés dans leurs rangs. C'est à la société de leur répondre et non de leur interdire la parole, aussi malsaine soit-elle.

SHORT NEWS

Work it out

Die Arbeitswelt macht es den Eltern nicht leicht - vor allem wenn sie alleinerziehend sind. Nicht nur, dass Eltern teile, wenn sie am Wochenende arbeiten müssen kaum Zeit mit ihren Kindern verbringen können. Sie müssen sich auch mit Familienmitgliedern oder Freunden zwecks Kinderaufsicht absprechen oder sich im Extremfall, wenn keine Aufsichtsperson gefunden wurde, gar krankschreiben lassen. Ähnliche Probleme begegnen Eltern wenn es um den Urlaub geht: So will die sozialistische Abgeordnete Vera Spautz in einer parlamentarischen Anfrage wissen, ob ein Arbeitgeber jenen Angestellten, die Eltern sind, das Urlaubsrecht während der Schulferien regelmäßig verweigern kann. Spautz hebt hervor, dass obwohl Artikel L.233-10 des Arbeitsrechtes vorsieht, dass „le congé est fixé en principe selon le désir du salarié, à moins que les besoins du service et les désirs justifiés d'autres salariés de l'entreprise ne s'y opposent“ - viele Arbeitgeber ihrem Personal den angeforderten Urlaub während der Schulferien verweigern. Spautz fragt, ob den Eltern nicht per Gesetz ein paar Urlaubstage binnen der Schulferien garantiert werden müssten, damit sie freie Zeit mit ihren Kindern verbringen können. Dagegen hält Arbeitsminister Nicolas Schmit, dass es quasi unmöglich sei, „qu'un employeur refuse constamment la prise de congé pendant les vacances scolaires et ce notamment aux parents d'enfants scolarisés.“ Bisher habe es hier noch keine Klagen gegeben. Allerdings gibt es in Luxemburg gar zwei Regelungen die den Bereich der Landwirtschaft, der Hotellerie und der Gastronomie betreffen, die dem Personal verbieten während der Schulferien Urlaub zu nehmen. Eine ausweglose Situation also für Eltern und Kinder?

Glück und Pressefreiheit

„Nicht nur Gesundheit ist wichtig im Neuen Jahr - sondern auch Glück“, meinte Premierminister Jean-Claude Juncker diese Woche anlässlich des Neujahrsempfangs für die Medienbeschäftigten, der traditionell in der Steinzeitabteilung des naturhistorischen Museums stattfindet - und wagt einen historischen Vergleich: Damals auf der Titanic, seien auch alle Passagiere gesund gewesen - jedoch hätten sie letztlich kein Glück gehabt. Ein recht zynischer Vergleich angesichts der Tatsache, dass so manche EU-Länder kurz vor der Staatspleite stehen, der EU-Luxusliner am Sinken ist und nur die Spitze des Eisberges der Bankenkrise bisher sichtbar wurde. Zwar verwies Juncker auf die zunehmende Rezession und die bevorstehenden staatlichen Einsparungen, warnte jedoch gleichzeitig davor die Krise zu überdramatisieren. Der Premier sprach auch die Affäre um den deutschen Bundespräsidenten Christian Wulff an. Er würde nicht in die Redaktionen anrufen um zu drohen und warnte vor der Kumpanei zwischen Politik und Presse. Dagegen pflegt gerade Juncker ein ganz besonderes Verständnis von Pressefreiheit. So ging er auch mit keinem Wort auf die vom derzeitigen Präsidenten des Presserates, Joseph Lorent, erneut vorgebrachte Forderung nach einem gesetzlichen Rahmen eines Zugangsrechtes zu Informationen der öffentlichen Administrationen ein. Schon letztes Jahr meinte Jean-Claude Juncker anlässlich des Neujahrsempfangs der Presse dazu: „Ich bin dagegen, dass Denkprozesse der Verwaltungen und der Regierung öffentlich gemacht werden, wenn sie noch nicht zu einem konklusiven Ende gekommen sind.“ Er beanspruche für sich das Recht, keine öffentlichen Stellungnahmen mehr abzugeben, solange seine Denkprozesse nicht abgeschlossen sind, meinte er damals. Hier scheinen Politiker zu vergessen, dass sie gewählte Funktionsträger sind und dass jeder Bürger ein Recht auf Auskunft hat. Gegen diese Sicht von Demokratie hatte sich damals auch das Syndicat des Journalistes (SJL) gestellt und in einer Stellungnahme ihre Forderung nach „wirksamem Informationszugang für alle Bürger als Mittel der demokratischen Kontrolle und der Mitgestaltung politischer Entscheidungsprozesse“ wiederholt. Laut SJL ist Luxemburg neben Malta und Zypern das einzige Land in der EU, das keinen gesetzlich geregelten Informationszugang für seine BürgerInnen kennt.